

Infos de Serre

Bulletin mensuel sur les changements climatiques



N° 39 - Janvier 2006

Sommaire

Edito _____ p.1

- Kyoto +1 : bilan mitigé

International _____ p.2

- Politique climatique de l'Asie-Pacifique
- Suède : une taxe environnementale sur les billets d'avion
- Sept états américains forment un marché de quotas d'émissions

Local _____ p.2

- 2^e édition du championnat Energies Renouvelables des communes

Europe _____ p.3

- Présidence européenne et climat
- L'Europe va-t-elle respecter ses objectifs de Kyoto ?
- Belgique : la cogénération pour remplacer le nucléaire

France _____ p.3

- Inventaire des émissions de GES en 2004
- Banques françaises: épargnez le climat !
- Campagne d'affichage "changement climatique" dans les transports publics

Science _____ p.4

- La végétation source de méthane
- Le réchauffement du climat semble s'accélérer
- Menace sur les batraciens
- Courant océaniques et réchauffement

Publications _____ p.4

Agenda _____ p.4

EDITO

Kyoto +1 : bilan mitigé...

Le 16 février, le Protocole de Kyoto fêtera son 1^{er} anniversaire. Sans être un réel événement, cette date est tout de même l'occasion de faire le bilan de l'état d'avancement de la lutte contre le changement climatique. Au niveau international, européen ou national, la tendance est à l'autosatisfaction. Pourtant, les programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont loin d'être adaptés aux besoins et aux enjeux des changements climatiques. Les communiqués de presse et annonces officielles se veulent rassurants. Les dernières statistiques quant à elle nous donnent une version moins idyllique de la réalité.

Certes, la Conférence de Montréal lance les négociations sur les futurs engagements chiffrés de réduction d'émissions des pays industrialisés après 2012 et cela représente une avancée. Pourtant, au regard des dernières projections d'émissions de la plupart des Etats, l'attention mériterait d'être portée d'avantage et très rapidement sur l'exécution des engagements pour la première période.

Par exemple, au niveau européen, les dernières projections des émissions des gaz à effet de serre ⁽¹⁾ tiennent compte des projets déjà en place mais aussi des politiques, mesures et projets qui pourraient voir le jour dans les années à venir ! Sur la base des programmes réellement en vigueur aujourd'hui, le constat est moins positif (voir article "L'Europe va-t-elle..." page 3). De plus, si l'Europe était si bonne élève, quel besoin aurait-elle de lancer une seconde phase de son Programme Européen sur les Changements Climatiques ? À l'heure actuelle, il est clair que les mesures sont insuffisantes pour que la Communauté européenne réduise ses émissions de 8% par rapport au niveau de 1990.

La France n'est pas en reste. Selon les derniers chiffres du CITEPA ⁽²⁾ ses émissions seraient de 0,8% en deçà du niveau de 1990. Malgré les félicitations de la Ministre du Développement Durable, il est bon de rappeler que l'année dernière la France émettait 1,9% de moins qu'en 1990. Le volume d'émissions de gaz à effet de serre en France a donc augmenté entre 2003 et 2004, comme il avait augmenté entre 2002 et 2003. À ce rythme, notre pays risque de ne pas respecter ses engagements, aussi peu ambitieux soient-ils ! Au plan national donc, de grands efforts restent à faire, notamment dans le secteur des bâtiments et des transports. À eux seuls, ces domaines peuvent réduire à néant les réductions réalisées sur les autres secteurs. Et certains prétendent encore diviser par 4 nos émissions pour 2050...

Il est donc plus que temps de se mettre au travail. Les citoyens sont de plus en plus sensibles à la protection de leur climat. Combien de temps encore les Etats vont-ils feindre de prendre ce sujet au sérieux ?

D. Vandaele, RAC-F

(1) www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1519&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en

(2) www.effet-de-serre.gouv.fr/fr/emissions/inventaire.htm

Politique climatique de l'Asie-Pacifique

Créée en juillet 2005, le "Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat" (qui rassemble les USA, la Chine, la Corée du Sud, l'Australie, le Japon et l'Inde) a tenu sa 1^e rencontre les 11 et 12 janvier à Sydney. Plutôt optimistes, ces pays considèrent que la lutte contre le dérèglement climatique est d'abord l'affaire du secteur privé, plaçant au centre de la conférence la nécessité de leur engagement. Pour les Etats-Unis, pays fortement privatisé, ce sont les sociétés qui sont propriétaires des infrastructures et ce sont donc elles "qui finalement résoudront le problème". Les gouvernements devraient donc s'en tenir à faciliter le travail du privé et non pas à contraindre les industriels qui agiront de toute façon de manière volontaire ! Ainsi, ce secteur devrait dégager plusieurs milliards de dollars pour réduire les émissions alors que les Etats excluent tout objectif chiffré de réduction d'émissions, contrairement à Kyoto. Ces 6 pays, qui représentent environ 50% des émissions mondiales de GES, ont promis de nouvelles méthodes de lutte contre le changement climatique qui ne "sacrifient pas une croissance économique basée sur les énergies fossiles". Selon eux "les carburants fossiles sont à la base de nos économies et demeureront une réalité. Il est donc déterminant d'utiliser des technologies plus propres pour pouvoir continuer à utiliser ces carburants, tout en gérant le problème des émissions de GES". Il a ainsi été question de charbon propre, de séquestration du carbone et de nucléaire ! Des représentants de l'industrie privée, y compris le conglomérat minier Rio Tinto et Exxon Mobil Corp., étaient invités à la conférence. Finalement, un Centre de coopération sur les technologies de l'énergie et 8 groupes de travail sur les meilleures technologies disponibles ont été créés avec 80 représentants de multinationales.

Du côté des pays en développement comme la Chine et l'Inde, l'intérêt s'est surtout porté sur la réduction de la pauvreté ou le développement des infrastructures. Pourtant ces pays devraient comprendre que la voie qu'ils ont choisie n'est pas la bonne pour un développement durable et qu'il est une fois de plus question de politique unilatérale états-unienne.

Finalement, ce partenariat Asie-Pacifique ressemble plus à un pacte commercial qu'à une réelle entente pour lutter contre le changement climatique. Il offre un moyen d'apparaître actif en échappant aux obligations du protocole de Kyoto. Les grosses puissances ne semblent voir que leurs intérêts à court terme, mais elles risquent de se réveiller avec un sérieux problème à gérer. Le reste du monde aussi... !

Suède : une taxe environnementale sur les billets d'avion

Le gouvernement suédois a annoncé la mise en place d'une "taxe environnementale" sur les billets d'avion, résultat d'un accord entre les sociaux-démocrates minoritaires et les Verts, en échange de leur soutien.

Cette mesure, qui entrera en vigueur à partir de juillet 2006, n'a évidemment pas plu aux compagnies aériennes. La taxe sera prélevée en fonction de la classe dans laquelle voyage le passager et de sa destination, à l'intérieur ou en dehors de l'Europe, faisant varier le montant de 10 à 46 euros.

Reuters - 22.12.05

Sept Etats américains forment un marché de quotas d'émissions

Après 2 ans d'âpres négociations, 7 des 9 Etats du Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) se sont finalement mis d'accord. Les électriciens des Etats de New York, du Connecticut, de Delaware, du Maine, du New Hampshire, de New Jersey et du Vermont devront participer à un marché de quotas d'émissions de CO₂. Seules les installations d'une puissance supérieure à 25 mégawatts seront concernées et devront stabiliser leurs émissions au niveau actuel (121 millions de tonnes de CO₂) à partir de 2009. En 2019, ces rejets devront avoir diminué de 10%. Cet accord survient alors que les États-Unis ont accru leurs émissions de GES de 16% depuis 1990.

www.rggi.org- 27.12.2005

LOCAL

2^e édition du Championnat Energies Renouvelables des communes

Le CLER a lancé en octobre 2004 le championnat de France Energies Renouvelables des communes, en partenariat avec l'ADEME et la Fondation Nicolas Hulot. Le but est de valoriser les communes qui ont fait le choix d'une production énergétique locale, propre et durable et d'encourager les communes à implémenter des énergies renouvelables sur leur territoire. L'édition 2005 a mobilisé 59 communes. Les résultats sont :

Solaire photovoltaïque (installations sur bâtiments publics et privés)

Communes - 2 000 hbts : Saint-Martin-les-Eaux (04) - 291 m² pour 108 hbts

Communes 2 000 à 50 000 hbts : La Tour-de-Salvagny (69) - 440 m² pour 3 402 hbts

Communes + 50 000 hbts : Chambéry (73) - 1 701 m² pour 58 000 hbts

Solaire thermique (installations sur bâtiments publics et privés)

Communes - 2 000 hbts : Teyssières (26) - 199 m² pour 68 hbts

Communes 2 000 à 50 000 hbts : Montmélian (73) - 823 m² pour 4 026 hbts

Communes + 50 000 hbts : Chambéry (73) - 1 842 m² pour 58 000 hbts

Bois énergie (installations sur bâtiments publics et réseaux de chaleur)

Communes - 2 000 hbts : Felletin (23) - 9 346 kW pour 1 832 hbts

Communes 2 000 à 50 000 hbts : Jonzac (17) - 6 000 kW pour 4 296 hbts

Communes + 50 000 hbts : Vénissieux (69) - 12 000 kW pour 56 061 hbts

www.cler.org/championnat

Présidence européenne et climat

L'Autriche est le nouveau pays à la tête de l'Union Européenne pour 6 mois. En matière d'environnement, le climat reste une priorité. Ainsi, l'Autriche "portera une attention particulière au nouveau Programme européen sur le climat" et continuera, à l'international, à mettre en œuvre des mesures de protection du climat. Puisque le débat sur l'énergie est en étroite relation avec celui sur la protection du climat, l'Autriche a l'intention de présenter lors du Conseil Environnement le plan d'action dans le domaine de la biomasse et de pousser en avant la révision attendue de la directive sur la qualité des biocarburants.

<http://www.eu2006.at>

L'Europe va t'elle respecter les objectifs de Kyoto ?

Selon un rapport de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR) présenté fin décembre 2005, le Royaume-Uni et la Suède sont les pays européens signataires du Protocole de Kyoto en 1997, les plus proches d'atteindre leurs objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES) en 2010. La plupart des pays ayant connu une forte croissance économique, les émissions de GES ont augmenté en même temps. La politique énergétique actuelle du Royaume-Uni lui permettrait donc de réduire de 7,8% ses émissions de GES alors que son objectif est de -12,5% et la Suède de -5% en 2010 alors que son objectif est de +4%. Il n'est cependant pas trop tard pour la France, la Grèce et l'Allemagne. La France a un objectif de stabilisation de ses émissions par rap-

port à 1990 : dans le meilleur des cas elle le dépassera de 1,7% et dans le pire des cas, son niveau d'émission atteindra +9% par rapport à celui de 1990 ! Les dix autres membres de l'UE risquent de manquer leurs objectifs à moins de modifier rapidement et significativement leur politique énergétique, les plus en retard étant l'Italie et l'Espagne. Par conséquent, l'objectif global de l'Europe est loin d'être atteint : au mieux elle le dépassera de +1,2% et au pire +6,4%, alors que son objectif de réduction est de -8% par rapport au niveau de 1990.

www.ippr.org.uk - 27.12.05

Belgique: la cogénération pour remplacer le nucléaire

Les 3 premières tranches belges devraient, selon la législation, être stoppées définitivement à partir de 2015, et ce malgré les attaques récentes des pro-nucléaire, réconfortés par les tensions russo-ukrainiennes sur le gaz. Pour Bruno Tobbacq, ministre de l'Environnement fédéral belge, "les installations existantes en Belgique et les projets en cours en matière de cogénération sont capables de générer assez d'énergie pour pallier les fermetures des premières centrales nucléaires". Il faudra y ajouter les installations éoliennes, les projets biomasse et toutes les autres énergies alternatives. Le gouvernement fédéral belge a également obtenu de la Commission européenne la défiscalisation des biocarburants, permettant aux producteurs de proposer les biocarburants aux consommateurs à des prix comparables à ceux de l'essence et du diesel classiques. Le projet étant favorable à la protection de l'environnement, Bruxelles a jugé qu'il ne faussait pas la concurrence et a donné son accord.

www.lalibre.be - 10.01.06

Inventaire des émissions de GES en France 2004

Selon l'inventaire du CITEPA, en 2004 les émissions des gaz à effet de serre en France atteignent 562,6 Mt éq CO₂, soit -0,8% par rapport à 1990. Cependant, comparé à 2003, le volume d'émissions a augmenté puisqu'à cette date il était de 1,9% inférieur à 1990. En 2004, le secteur des transports et l'habitat résidentiel / le tertiaire sont les secteurs qui continuent à augmenter, avec respectivement : +22.7% et +22.3% par rapport à 1990.

Tous les chiffres sur :

www.effet-de-serre.gouv.fr/fr/emissions/inventaire.ht

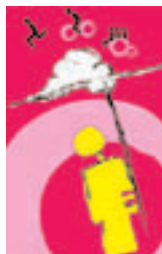
Pour respecter les objectifs de la France en matière de réduction d'émissions de GES, 5 à 7 milliards d'euros par an devraient être investis dans les économies d'énergie pour le seul secteur résidentiel tertiaire. Mais une seule banque régionale en France, la Banque populaire du Haut-Rhin, propose des prêts bonifiés pour des projets écologiques (jusqu'à 0% pour les chauffe-eau solaires) et accompagne ses prêts de diagnostics énergétiques. Plusieurs rapports des AT paraîtront en 2006 pour analyser les pratiques actuelles des banques, et fournir des propositions détaillées.

Pour plus d'information : www.amisdelaterre.org

C. Berthou, Amis de la Terre (finance@amisdelaterre.org)

Banques françaises : épargnez le climat !

Les Amis de la Terre, soutenus par 34 organisations dont le RAC-F, lancent une campagne sur la responsabilité des banques françaises en matière de changement climatique : "Banques françaises : épargnez le climat !" L'occasion pour les AT de demander la mise en place d'actions significatives afin que les banques réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) directes et indirectes, et qu'elles orientent leurs financements vers des projets promouvant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. En effet, les banques françaises gèrent 4389 milliards d'euros (2004) en oubliant souvent les projets respectueux du climat ! À l'inverse, elles financent massivement des projets qui aggravent le changement climatique, comme les oléoducs Tchad-Cameroun ou des projets pétroliers colossaux en Angola et au Yémen.



Campagne d'affichage changements climatiques dans les transports publics

Le RAC-F, les Amis de la Terre Paris, l'Ademe, la RATP et la mairie de Paris ont lancé une campagne sur les changements climatiques dans les bus et métros parisiens.

A partir du 25 janvier et jusqu'en mai 2006, 4 vagues d'affiches sur 600 panneaux des quais du métro parisien et 5000 dans les bus RATP inciteront les Parisiens à tenir compte du changement climatique dans leurs choix quotidiens : habitat et mode de chauffage, alimentation, déplacements, utilisation de l'énergie.

Plus d'information sur www.rac-f.org

La végétation source de méthane

Une étude du Max Planck Institute d'Heidelberg (Allemagne), publiée le 12 janvier dans *Science*, a mis en évidence que la végétation serait aussi une source de méthane.

Jusqu'ici, on savait que ce gaz à effet de serre était surtout produit dans des conditions anaérobies (absence d'oxygène) par des micro-organismes. Mais pour l'équipe de Frank Keppler, les plantes vivantes, les feuilles et les herbes sèches seraient aussi source de méthane. Selon eux, la végétation mondiale émettrait entre 10 et 30% des émissions annuelles mondiales de méthane, contribuant à l'effet de serre naturel. Le mécanisme et les conditions de rejet ne sont cependant pas encore identifiés. Cette découverte est une surprise et elle pourrait expliquer un certain nombre de phénomènes, comme le ralentissement des émissions de méthane entre 1990 et 2000. Cette baisse serait corrélée à la déforestation accélérée de la forêt tropicale dans la même période (moins 12%).

Suite à l'engouement médiatique des résultats de leur étude, les chercheurs ont souhaité éclaircir quelques points et appuyer le fait que les plantes ne sont pas responsables du changement climatique actuel et que la reforestation n'est pas dangereuse pour le climat.

Il faut donc continuer les recherches et comprendre le fonctionnement de ce phénomène avant de tirer des conclusions hâtives. Cela étant, un nouveau paramètre est à prendre en compte et "il pourrait être une pièce du puzzle importante pour le futur", a déclaré Keppler.

Science.com - 12.01.06

Le réchauffement du climat semble s'accélérer

Les derniers relevés des concentrations de CO₂ effectués à l'observatoire de Mauna Loa (île hawaïenne) par la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) des Etats-Unis, révèlent que les concentrations de CO₂ ont augmenté de 2,2 parties par million (ppm) dans les dix premiers mois de 2005.

Depuis 1958, les 4 dernières années représentent l'accélération la plus spectaculaire en matière d'augmentation des concentrations en CO₂. Cette augmentation de 2,2 ppm pourrait confirmer que la température moyenne de la planète, en se réchauffant, active la libération de molécules de carbone emprisonnées dans les océans, dans le pergélisol, les marais et les grandes jungles tropicales. La plupart de ces grands écosystèmes ont historiquement agi comme des "puits de carbone".

L'intensification du réchauffement de la planète pourrait inverser cette tendance et les transformer en sources majeures, entraînant une accélération du réchauffement.

www.noaa.gov - 12.01.06

Menace sur les batraciens

Selon une étude paru dans *Nature* le 12 janvier, le réchauffement climatique pourrait conduire à la disparition de dizaines d'espèces de batraciens en Amérique latine. Les scientifiques du *Monteverde Cloud Forest Preserve and Tropical Science Center* au Costa Rica ont trouvé un lien direct entre le développement d'un champignon pathogène, le *batrachochytrium dendrobatidis*, et l'extinction de la grenouille atelope dans le parc de Monteverde il y a 17 ans.

L'Amérique tropicale est la seule région où les espèces amphibiennes ont largement disparu durant ces dernières décennies. Selon une évaluation sur les amphibiens dans le monde en 2004, presque un tiers des espèces est menacé d'extinction.

L'étude énumère plusieurs causes pour cette extinction, dont les infections, la perte de l'habitat et le changement de température. Les amphibiens, dont la peau est humide et la respiration cutanée, sont particulièrement sensibles au changement climatique.

www.nature.com - 11.01.05

Courants océaniques et réchauffement

Des chercheurs de l'université de Californie qui publient leurs travaux dans la revue *Nature*, concluent que la circulation des courants océaniques s'est brutalement inversée lors de la transition paleocène-eocène, en quelques milliers d'années. En effet, il a 55 millions d'années, la planète a connu une montée des températures liées à l'augmentation de l'effet de serre, les courants océaniques profonds ont effectué un demi-tour complet et il a fallu près de 100.000 ans pour qu'ils retrouvent leur circulation initiale. Cette transition est donc un cas intéressant pour les chercheurs qui tentent de prévoir l'impact des changements climatiques sur les océans.

La conclusion de cette étude c'est que la hausse des émissions de CO₂ peut avoir un impact prolongé sur les courants marins. Les chercheurs n'hésitent pas à faire un parallèle avec la situation actuelle car les émissions actuelles de CO₂ se rapprocheraient des émissions estimées il y a 55 millions d'années. L'action de l'homme sur le climat pourrait donc bien avoir un impact sur les océans de notre planète.

www.nature.com - 05.01.06

- Document de synthèse du **scénario négaWatt 2006**.

Document de 15 pages disponible sur www.negawatt.org. 1^{er} synthèse du scénario négaWatt 2006 (actualisation du scénario de 2003). "Ce scénario 2006 confirme les tendances lourdes constatées en 2003 : il rend d'autant plus urgentes les décisions, et montre aussi que les solutions que nous suggérons à l'époque sont décidément les seules à répondre à cette exigence du non-regret qui doit être au centre de toute action publique".

- **L'Homme et le climat, une liaison dangereuse**. Edouard Bard, éditions Découvertes Gallimard. 13 euros, 127 pages

PUBLICATIONS

- **"Littoral en danger : comment les régions maritimes d'Europe s'adapteront-elles au climat à venir ?"**. Les 3 et 4 février à Marseille, organisé par la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe, avec le soutien de l'ONERC.

- **Café énergie de EDIF** : la recherche dans le domaine de la conversion photovoltaïque, le 15 février de 19h à 21h au Café-resto le Gouraya (48, rue Curial - Paris 19^e)

AGENDA

Infos de serre

Responsable du journal : P. Quirion - Rédactrice en chef : D. Vandaele
Abonnements: infosdeserre-subscribe@rac-f.org
Site Internet : <http://www.rac-f.org>